

# Année européenne de lutte contre la pauvreté : critique et alternative

**Nicolás Muzi**

*Membre du groupe de travail Transform ! Bruxelles*

Dépassant toutes les attentes, plus d'une cinquantaine de personnes (militants sociaux de gauche, universitaires, politiques, intellectuels radicaux et salariés des institutions européennes) se sont retrouvées le lundi 1<sup>er</sup> mars 2010 pour travailler sur un point essentiel du programme de la gauche européenne: la lutte contre la pauvreté dans l'Union européenne. Dans le cadre de «2010 année européenne de lutte contre la pauvreté»<sup>1</sup>, le groupe de travail Transform ! a organisé un débat exploratoire intitulé: «Alternatives de gauche pour la lutte contre la pauvreté dans le “premier monde”<sup>2</sup>». Cette initiative s'est tenue au centre Garcia Lorca, lieu historique de rassemblement de la gauche critique à Bruxelles, (siège du Parti communiste d'Espagne sous la dictature de Franco).

Cet événement a marqué le début d'une série d'initiatives et de débats visant à combler un vide dans le débat politique de l'UE, autour de problèmes de portée paneuropéenne et d'une importance cruciale pour la gauche. La salle de réunion bondée et les réactions à l'issue de cet événement ont clairement montré la nécessité de combler ce vide et de débattre d'alternatives réalistes de gauche pour répondre aux problèmes sociaux.

Quatre intervenants principaux ont apporté leurs contributions, Gaby Zimmer, députée européenne, groupe GUE-NGL (Die Linke, Allemagne), Francine Mestrum, maître de conférences en sciences sociales à l'Université libre de Bruxelles, membre du réseau *Global Social Justice* et du forum social

de Belgique, Stephen Bouquin, maître de conférences en sociologie du travail à l'université d'Amiens, France/Belgique, membre de l'équipe éditoriale de la revue «*Les Mondes du Travail*», et Michel Rousseau, d'*Euromarches*. Elisabeth Gauthier, directrice d'Espaces Marx, France, et membre du Conseil d'administration de *Transform! Europe*, a tenu le rôle de modératrice des interventions des différents intervenants et du débat qui a suivi.

La députée européenne Gaby Zimmer, membre des commissions «Développement» et «Emploi et Affaires Sociales» du Parlement européen, a présenté l'état des lieux en faisant observer que la pauvreté est la principale cause de faim et de malnutrition dans le monde. Plaidant pour une inclusion active<sup>3</sup>, elle a souligné que la pauvreté va bien au-delà du manque d'argent.

Malgré la croissance économique spectaculaire de l'économie mondiale au cours des dix années qui ont précédé la grande récession actuelle, la pauvreté n'a pas diminué mais, au contraire, a augmenté partout.

Aujourd'hui, 14,6% de la population mondiale vivent sous le seuil de pauvreté et 1,42 milliard de personnes dans le monde vivent avec moins de 1,25 \$ (US) par jour. En outre, sous l'effet de la crise financière, 53 millions de personnes sont devenues pauvres en 2009, selon la Banque mondiale. La progression de la mortalité infantile, dans le monde entier, est un autre indicateur alarmant de l'augmentation de la pauvreté. La réalisation des objectifs du *Millenium* de l'ONU paraît donc bien utopique.

Comme l'a justement souligné Gaby Zimmer, il est tout à fait opportun de lier la lutte contre la pauvreté dans le monde à celle à mener au sein des frontières européennes car, en Europe, la situation est tout aussi inquiétante. Plus de 20% de la population d'Espagne, de Grèce, de Bulgarie, de Roumanie et de Lettonie est actuellement menacée de pauvreté. Cette dernière estimation est plutôt optimiste si l'économie de ces pays continue à stagner, ce qui semble probable.

Compte tenu de cette réalité, Gaby Zimmer a qualifié d'étroits et technocratiques les dispositifs de l'UE contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En fait, elle constate une absence totale d'idées et de propositions politiques de la part des institutions européennes, au cours des 15 dernières années. Aucun signal concret n'indique que la stratégie de 2020 inclura l'objectif d'éradication de la pauvreté. Elle observe également que le rôle dirigeant de la Commission européenne est essentiel pour réussir dans ce domaine.

La députée européenne de gauche a appelé à des efforts sérieux et tangibles pour s'attaquer à la pauvreté et à l'exclusion sociale, en profitant de l'initiative de la Commission européenne pour mieux faire connaître la réalité de ces problèmes en 2010. Gaby Zimmer a souligné le fait que l'éradication de la pauvreté doit être au cœur de toutes les politiques décidées et appliquées dans l'Union européenne à tous les niveaux : local, régional, national, européen ou mondial. L'objectif est de garantir aux Européens un filet de sécurité global respectant les normes sociales minimales. Les objectifs, ambitieux mais

concrets qu'elle voudrait voir figurer dans le programme politique de l'UE sont d'en finir avec la situation de sans abri d'ici 2015 et avec la pauvreté chez les enfants d'ici 2020.

Elle souligne, en outre, l'importance du revenu minimum garanti. Concrètement, on pourrait proposer d'augmenter les salaires minimaux pour atteindre 60% du salaire moyen des 27 pays de l'UE. Dans un autre «pack» de mesures destinées à pallier le manque de revenu, Gaby Zimmer propose concrètement de garantir à tous les habitants de l'UE un logement chauffé, en effectuant dans les constructions privées des programmes destinés à améliorer l'efficacité énergétique grâce aux technologies existantes. Il est important de combattre la «pauvreté énergétique», car la facture énergétique représente jusqu'à 10% du revenu moyen disponible des ménages.

Partant d'un point de vue universitaire, Francine Mestrum, spécialiste en sciences sociales, a attiré l'attention sur un changement de paradigme dans la stratégie politique de l'UE en matière d'éradication de la pauvreté. Au cours des deux dernières décennies, on est passé du principe de sécurité sociale à une «protection plancher». On est en présence d'une course, à reculons, vers des prestations réduites à leur niveau minimal en matière d'assistance et de services publics (éducation élémentaire, soins sanitaires élémentaires, allocations de chômage élémentaires).

Elle précise qu'une analyse détaillée de tous les documents de l'UE sur la réduction de la pauvreté montre que la philosophie de l'éradication de la pauvreté est basée sur la recommandation de trois mesures politiques : contraintes budgétaires, «modernisation» de la protection sociale et stratégie de l'emploi. Les contraintes budgétaires ont leur propre logique : non seulement l'argent public destiné à la politique sociale et aux systèmes de protection sociale est limité, mais des coupes budgétaires sont souvent recommandées. Ce que veut dire l'UE par «modernisation de la sécurité sociale» n'est pas clair, mais il est évident qu'elle condamne les «distorsions» que des allocations de chômage «trop généreuses» font subir aux marchés du travail. Dans cet esprit et à cause de la prolifération d'emplois (emplois *dévalorisés*) dont les rémunérations sont insuffisantes pour subvenir aux besoins élémentaires d'êtres humains, au lieu de préconiser des augmentations salariales, certains dirigeants de l'UE incitent à baisser les allocations de chômage pour pousser les gens à accepter d'être mal payés. De même, un processus est en cours afin d'utiliser pour une stratégie de l'emploi le filet de sécurité mis en place dans le cadre du consensus de l'État-providence. En d'autres termes, la politique sociale est continuellement minée, dans l'unique objectif de la subordonner aux impératifs de la politique économique. Orientée ainsi, la politique sociale est conçue pour servir de complément au néolibéralisme et non pour le corriger.

Une lecture attentive des traités de Lisbonne, de Nice et d'Amsterdam montre qu'il n'existe aucune stratégie réelle concernant l'éradication de la

pauvreté. La stratégie de Lisbonne ne mentionne nullement la pauvreté. Les moyens légaux pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale sont nettement insuffisants; en effet, les outils consistent essentiellement en échanges de bonne pratique, en «méthodes ouvertes de coordination» et en une législation peu exigeante. Enfin et surtout, aucune harmonisation des programmes de protection sociale n'est envisagée sur l'ensemble de l'UE. Au contraire, la stratégie de l'UE pour lutter contre la pauvreté tend à établir une convergence de normes sociales minimales uniquement applicables à la pauvreté extrême et à la marginalisation sociale.

La fragmentation du processus décisionnel en la matière de lutte contre la pauvreté montre quelle est la stratégie de l'UE. La sécurité sociale a toujours été de la compétence exclusive des gouvernements nationaux. Nous assistons de plus en plus à l'éclatement des responsabilités et des décisions entre des niveaux différents, régional, national et européen. Et, ce qui est suspect, les décisions les plus difficiles—qui impliquent habituellement un coût social important—sont transférées vers le niveau européen où il est plus compliqué d'organiser une résistance efficace et la mobilisation populaire.

Francine Mestrum est convaincue que l'injonction à «moderniser» les systèmes européens de protection sociale fait partie du programme néolibéral des institutions politiques de l'Union européenne. C'est une nouvelle tentative de démantèlement de l'État-providence et donc la fin d'une protection sociale basée sur la citoyenneté, les droits sociaux, l'universalisation et la solidarité. De même, le fait que la lutte contre l'inégalité des revenus soit absente des recommandations politiques de l'UE et de sa stratégie politique indique clairement que, de nos jours, la solidarité est en butte à des attaques sévères. Pour Francine Mestrum la meilleure protection contre la pauvreté est l'État-providence.

En considérant l'érosion continue de la solidarité, du point de vue de la politique sociale de l'UE, Stephen Bouquin met l'accent sur le transfert radical vers la responsabilité individuelle dans ce domaine. L'UE a adopté une approche de plus en plus individualiste de sa politique sociale en concentrant tous les efforts sur le critère «d'employabilité» et d'«auto-responsabilité» des individus. En d'autres termes, il appartient aux individus d'acquérir les capacités requises pour devenir attractifs sur le marché du travail et de prendre des dispositions pour couvrir leurs périodes de chômage. Entre-temps, en Union européenne, les dispositifs collectifs d'assistance ont été réduits tandis que, pour «aider» les plus pauvres, le travail informel et le microcrédit se développent. Pour Stephen Bouquin, la distribution des richesses actuellement en cours suit une logique à l'envers qu'il appelle «l'État-providence pour les patrons»: les travailleurs pauvres qui ne peuvent pas joindre les deux bouts avec leurs maigres salaires reçoivent des aides publiques assurant leur subsistance à un niveau minimum.

Au cours des deux dernières décennies, l'augmentation de la pauvreté ayant suivi une courbe parallèle à celle de la croissance du PIB (le PIB a triplé ces

vingt dernières années), il plaide pour une relance du débat sur la redistribution de la richesse puisque nos sociétés sont assez riches pour mettre fin à la pauvreté en Europe. Un premier pas dans cette direction serait d'établir des normes sociales garantissant qu'aucune allocation sociale ne pourra être inférieure au seuil de pauvreté. Le mouvement ouvrier devrait intégrer la lutte contre la pauvreté comme dimension essentielle de son combat.

L'échec de la stratégie de l'UE pour éradiquer la pauvreté est indéniable, a souligné avec force Michel Rousseau d'*Euromarches*. Il nous rappelle que le traité de Lisbonne a fixé en 2010 la date limite d'éradication de la pauvreté des enfants. En sa qualité de militant d'un réseau européen, il appelle vigoureusement à de fortes mobilisations et protestations sociales contre ce fléau social; en effet, les États membres, qui ont donné des milliards pour secourir les banques, peuvent facilement donner des millions aux pauvres si on les y contraint. Pendant la « semaine européenne contre la pauvreté », du 10 au 17 octobre 2010, son organisation animera des manifestations à Bruxelles pour que soient prises des mesures effectives pour s'attaquer à la pauvreté.

Le débat a essentiellement porté sur la situation des « travailleurs pauvres ». Ce phénomène social en hausse montre que, pour un nombre croissant de travailleurs, les salaires ne garantissent pas le minimum pour subsister. Un nouveau type de double dépendance émerge—à l'égard de l'employeur et à l'égard de l'aide sociale publique. La baisse des salaires et la croissance de l'aide publique pour les travailleurs pauvres représentent un autre aspect de la redistribution en faveur du capital. Au sein des classes dominées, entre ceux qui paient des impôts et ceux qui ont besoin « d'assistance », les divisions sociales et les tensions politiques grandissent et ouvrent la voie aux discours populistes des groupes et forces politiques d'extrême droite. Une alternative de gauche doit construire des approches de solidarité, des politiques capables d'unir les travailleurs, les travailleurs pauvres, les chômeurs et les gens dans le besoin.

Si l'on essaie de faire la synthèse entre toutes les alternatives proposées et débattues le 1<sup>er</sup> mars 2010, on peut affirmer que les intervenants et le public ont été unanimement d'accord sur le fait que, pour éradiquer la pauvreté dans le « premier monde » au 21<sup>e</sup> siècle, il faut d'abord reconstruire l'État-providence qui permettra la mise en œuvre d'une politique de revenu minimum.

## Notes

1. Décision prise par la Commission européenne.
2. Le premier monde est l'ensemble des pays occidentaux avancés du point de vue technologique et dont les citoyens ont un niveau de vie élevé.
3. Le concept « d'inclusion active » affirme la nécessité de ne pas dissocier l'inclusion sociale de l'intégration sur le marché du travail.